

La Sabena concerne l'ensemble du mouvement ouvrier

Maaïke Seghers est mise à la porte par Godfroid parce qu'elle est une syndicaliste qui prend clairement la défense de ses collègues et ne se laisse pas enfermer dans la logique patronale de rationalisation et de privatisation. Le patronat veut régler ses comptes avec ce type de syndicalisme.

Jan Vandeputte

Maaïke Seghers est licenciée pour sa participation aux actions de novembre contre le plan global. Le patronat n'a pas digéré ces actions. Il a élaboré une stratégie pour combattre ce type de syndicalisme. Le licenciement de Maaïke Seghers en fait partie.

Cette stratégie est encore reprise dans la note de la FEB rendue publique début juillet. En 84 et en 88, la FEB publiait déjà des textes avec ses exigences en la matière. Aujourd'hui, elle tire les leçons des événements de novembre 93 et a élaboré un programme de lutte (voir colonne p. 6).

Le patronat préfère que la

direction des syndicats fasse preuve de compréhension pour sa 'position concurrentielle' et soit prête, pour cela, à garantir la paix sociale. Mais lorsque les travailleurs, dirigés par des délégués combattifs, soutenus ou non par leur direction, ne se soumettent pas à cette logique, alors le patronat exige des dispositions légales, des interventions policières et des tribunaux qui puissent «rétablir l'ordre».

Démocratie ?? Droits de l'homme ??

Le licenciement de Maaïke et toute cette attaque contre le droit de

grève et les délégués confirment la véritable nature du capitalisme. "Démocratie", "droits de l'homme", "liberté syndicale"... Voilà les slogans des patrons et de leurs amis politiques... lorsqu'il s'agit de briser des régimes socialistes, de continuer à soumettre des pays du tiers monde à des multinationales occidentales! Mais lorsqu'un délégué d'ici défend de manière conséquente ses collègues de travail, on le vire. Lorsque le mouvement ouvrier descend dans la rue pour préserver l'emploi, le pouvoir patronal demande des lois, des juges et des gendarmes pour briser toute résistance.

Des élections sociales sont en vue. Le recrutement de candidats bat son plein dans les deux syndicats. Par le licenciement de Maaïke Seghers, le patronat lance un avertissement. Ce n'est qu'en se lançant à fond dans la lutte pour la réembauche de Maaïke Seghers que le mouvement ouvrier pourra convaincre tous ces candidats



Le personnel Sabena désire récupérer sa déléguée Maaïke. Mais la terreur patronale fait hésiter. Les syndicats doivent maintenant mobiliser leur base.

qu'ils pourront compter sur leur organisation.

L'affaire «Maaïke Seghers» confirme une fois de plus que l'actuelle loi sur la protection des délégués ne contient aucune garantie contre l'arbitraire patronal. Une protec-

tion efficace n'est possible que lorsqu'il y a interdiction absolue de licencier des délégués et lorsque cette interdiction est rendue effective par des sanctions suffisamment dissuasives pour les contrevenants.

Interdire le licenciement de délégués, c'est une nécessité

Annemie Cannae

Au piquet devant le Catering (service restauration des avions), nous avons eu un entretien avec Maaïke Seghers, son secrétaire régional Michel Boels et Marie-Louise Couvin, déléguée principale CGSLB.

Maaïke Seghers, on t'a toujours remarquée en première ligne dans la lutte...

Maaïke Seghers. J'ai toujours pris ma pleine responsabilité de déléguée. Contre la modération de 15% en 1982, contre les 250 licenciements en 1992, contre la modération de 2,5% (allant même jusqu'à 17% en 1993), dans les actions de grève contre le plan global du gouvernement Dehaene-Claes...

Si je suis sur le carreau aujourd'hui, c'est justement parce que je me suis toujours basée sur la volonté de lutte de ma base, parce que j'écouterai les gens et transformerai leurs revendications en mots d'ordre d'action.

Godfroid s'y prend lâchement pour me licencier. Il profite du fait que de nombreux délégués et travailleurs sont en congés. Mais je n'abandonnerai pas la lutte. Cette semaine, les actions n'ont pas véritablement démarré en raison des congés. Mais je continue. Il ne s'agit pas d'une lutte uniquement pour moi, il faut qu'il y ait interdiction totale pour licencier des délégués!

Marie-Louise Couvin. Godfroid

veut casser le syndicat. Il affirme que le syndicat est une force respectable, mais à condition qu'ils ne freinent pas ses plans. Godfroid avait déjà congédié un simple délégué de base par le passé; aujourd'hui, il s'en prend à une déléguée ayant aussi un mandat au conseil national: il veut en découdre avec tous les délégués. L'espère évidemment que personne ne se portera encore candidat aux élections sociales, mais il y a beaucoup de militants qui ne se laissent pas intimider.

Michel Boels. La direction veut débarrasser de cette déléguée. Dans un premier temps, Godfroid a attendu le jugement du tribunal correctionnel, étant persuadé que le dossier à charge de

Maaïke Seghers était suffisamment étoffé pour faire accepter la raison impérieuse comme motif de licenciement. Mais aujourd'hui, la direction n'attend plus le jugement du tribunal et ceci est important aux yeux de la CSC. A présent, nous pouvons déclencher une grève. Nous devons certainement aboutir à une solidarité dans le Handling.

Vous aviez accepté de venir parler à la soirée de lancement d'un comité national de protection des délégués, une initiative issue du comité Paula et Cathy, les deux déléguées de Sherway licenciées fin '92. N'est-il pas indispensable d'arracher une nouvelle loi interdisant tout licenciement de délégué?

Michel Boels. Dans le cadre de la démocratie socio-économique, une législation efficace pour la protection des délégués est absolument indispensable. La 'protection' actuelle est insignifiante. Un patron qui en a les moyens paie pour liquider un délégué. Il y aura bientôt des élections sociales: un moment propice pour prendre une initiative. Les nouveaux candidats doivent pouvoir commencer leur mandat en étant sûrs de garder leur emploi.

Le PTB appelle toutes les délégations du pays à protester contre le licenciement de leur collègue par une motion de solidarité adressée à Maaïke Seghers et Michel Boels, délégation CSC, Catering Sabena, 1930 Zaventem.

Travail de nuit contre hausse de production

VOLKSWAGEN

Antonio Gomez Garcia

Le 25 juillet, le front commun syndical de VW Bruxelles a lancé un préavis de grève qui expirera à la fin des vacances. La direction veut diminuer l'emploi de 850 unités cette année et d'environ 1.000 unités d'ici à 1996. Elle exige plus de flexibilité: trois équipes de tout le monde (extension donc de l'équipe de nuit à tous, au lieu du volontariat actuel), davantage de travail de week-end, une hausse de la sous-traitance, une production modulée selon la demande (maximale lorsque la conjoncture est bonne, chômage

durant les autres périodes). Tout cela mène à... plus de jours de chômage. En échange, la direction compte garder la production annuelle à 206.500 voitures (alors que les prévisions actuelles pour 1995 ne sont que de 160.000 voitures; mais, en 1992, l'usine de Forest a assemblé 216.000 voitures).

La direction recourt au chantage et à la terreur. Un délégué de la Nouvelle Tôlerie a été licencié par une action spontanée des ouvriers. Deux syndicalistes ont reçu un recommandé chargé de menaces après l'arrêt de travail à l'ancienne peinture à cause de la chaleur. La direction en Allemagne veut

pousser la concurrence entre les différents sièges. Les syndicalistes des différents sièges de VW doivent élaborer un cahier de revendications commun.

Les ouvriers sont prêts à la grève, à condition que les revendications soient radicales:

1. Maintien de tous les emplois (7.600). Pas de sous-traitance.
2. Rythme diminué et hausse d'emploi par les 32 heures sans perte de salaire, sans flexibilité et avec embauche compensatoire.
3. VW dispose en Belgique d'un centre de coordination qui a fait 5 milliards de bénéfices en 1993: VW doit payer la crise, pas les ouvriers!



Message Kemira: "Ne vous faites pas embobiner comme nous !"

10 années de sacrifices pour les travailleurs. Et de cadeaux pour le capital.

Les 300 ouvriers et les employés de l'usine d'engrais Kemira à Tertre sont en grève depuis le 27 juin, contre 91 licenciements, contre la vente de la maintenance à une autre multinationale et contre la diminution des salaires. Au 34ème jour de la grève, nous avons rencontré Michel Hubert, délégué ouvriers de la Centrale Générale FGTB, et Stéphane Laitem, délégué des employés CNE (CSC).

Henri Vernon

Ce n'est pas la première restructuration à Kemira, mais aujourd'hui votre réaction est plus radicale...

Certainement. Nous ne pouvons accepter les propositions patronales. Nous avons déjà fait beaucoup de sacrifices. En 1993, plus de 50 personnes sont parties en prépension, sans être remplacées et 22 personnes ont été licenciés. En 1989, Kemira a reçu 600 millions de primes à l'investissement de la Région Wallonne pour maintenir l'emploi à 420 unités jusqu'en 1993. A ce moment, nous étions encore près de 500 personnes. En fait, la Région a soutenu un investissement de rationalisation. Au niveau du pays, cette rationalisation allait de pair avec la fermeture de Marly à Vilvorde et du siège de Willebroek.

Aujourd'hui, la direction exige une nouvelle ponction de 170 millions sur la masse salariale, soit par des diminutions de salaire, soit par des licenciements.

Vous battez-vous pour le maintien de tous les emplois?

C'est notre rôle comme syndicat, mais vu les rapports de force actuels, nous essayons de limiter les dégâts. En réduisant au minimum le nombre de licenciements, en augmentant au maximum le nombre de prépensionnés et en combattant énergiquement la vente de la maintenance à Asean Brown Boveri. Lequel de cette façon aurait les mains libres pour présenter ses services à d'autres usines dans la région.

Cette dernière revendication ne devrait-elle pas être un point de ralliement pour les autres travailleurs du zoning?

Oui, le danger est réel qu'Asean Brown Boveri, ayant fait son entrée à Kemira, soit invité par les autres entreprises du zoning pour reprendre les travaux de maintenance aux meilleurs prix. Cela signifiera des licenciements des services de maintenance propres à chaque usine.

Dans notre situation, 12 emplois seraient sauvés, mais à terme des dizaines d'emplois supplémentaires risquent de se perdre ailleurs. C'est un vrai cheval de Troie.

Le tout est de les obliger à payer

Que pensez-vous de la revendication des 32 heures avec embauches compensatoires sans perte de salaires?

C'est un beau rêve, mais le mouvement contraire se produit chez nous. Nous travaillons actuellement 38 heures par semaine en moyenne. Dans la pratique cela revient à des semaines de 40 heures et 15 jours de récupération. Pendant les négociations, la direction a mis sur le tapis la diminution du nombre de jours de récup de 15 à 8 jours. Le congé d'ancienneté est réduit de 4 à 2 jours en moyenne. Cela revient à une prolongation de la durée de travail au-delà des 39 heures par semaine. Inacceptable dans une région où le taux de chômage s'élève à 34 %. Kemira International a assez d'argent pour maintenir l'ensemble des emplois, le tout est de pouvoir les obliger à payer. Cette restructuration fait partie d'une



«Nous aurions dû refuser toute concession dès le début», disent les délégués de Kemira.

grande opération qui vise la seule rentabilité financière.

La direction invoque le contrat désavantageux avec Distrigaz. Kemira paye le gaz naturel plus cher que ses concurrents hollandais.

Distrigaz serait prêt à diminuer le prix au niveau du contrat de 20 ans qu'il a conclu avec BASF. A condition que Kemira signe un contrat d'une durée minimale de cinq ans. Par rapport au prix actuel, ce contrat signifierait une économie de 90 millions par an. Mais Visser (PDG du groupe) a refusé; il veut se lier au maximum pour trois ans. Nous en concluons que cette restructuration fait partie d'une grande opération de concentration au niveau mondial. Dans laquelle l'existence du site de Tertre n'est pas garantie au-delà de 1996.

Le tableau pour les graphiques des accidents dans l'usine est devenu trop petit

Les trois restructurations précédentes vous ont amenés à tirer des conclusions sur la tactique patronale?

En fait, il faut dire que nous aurions dû refuser toute concession dès le début. Nous avons accepté une certaine polyvalence et davantage de flexibilité, nous avons négocié des licenciements et des prépensions pour limiter les dégâts.

Aujourd'hui, nous constatons que les statistiques des accidents de travail montent en flèche avec des incapacités de travail de deux à trois mois. Le tableau avec les graphiques des accidents dans l'usine est devenu trop petit, la ligne se dessine sur le mur à la craie. Toujours en montant.

Le travail est dur, parce qu'assez malsain. Les quinze dernières années, il y a eu trois accidents mortels...

Alors, il y en a qui disent que nous avons connu des années faciles, et que maintenant le temps des sacrifices est arrivé. Mais pour la classe ouvrière le temps des sacrifices a toujours été d'actualité. Des gens prépensionnés, j'en connais trois qui souffrent d'une maladie qui ressemble fort à la silicose. Ils essayent de se faire reconnaître comme malades professionnels.

Des sacrifices salariaux nous en avons déjà faits pour au moins 25 frs à l'heure. Dans les négociations pour les conventions collectives, nous nous sommes modérés à chaque coup pour permettre que des licenciements soient remplacés par des prépensions. Alors, le patron dit que les prépensions sont trop chères, mais c'est avec nos salaires qu'elles ont été payées et ce sont les emplois de nos enfants qui ont disparu !

Quel message voulez-vous transmettre aux travailleurs d'autres usines ?

D'abord, qu'ils doivent faire gaffe

et ne pas se faire embobiner comme nous les années précédentes. Ensuite, il est urgent qu'ils comprennent que nous ne nous battons pas seulement pour nous-mêmes. Nous nous battons contre la sous-traitance, qui détruit l'emploi partout. Nous nous battons contre la flexibilité. Cela aussi est un combat de toute la classe ouvrière. Cette épreuve de force nous pouvons la gagner.

(*) A l'heure ou nous mettons sous presse, sous menace d'une astreinte de 100.000 frs. par jour et par travailleur l'alimentation en gaz de l'unité Sedema a dû être rétablie.

Témoignez votre solidarité !

Envoyez vos motions de solidarité aux délégations syndicales FGTB-CSC de Kemira Tertre, Rue de la Carbo, 7333 Tertre
Tél. 065/71.22.11.

Les ministres PS : licenciements "en douceur"

Les ministres Di Rupo (PS), Urbain (PS) et Liénard (PSC) prônent une restructuration à mener „en douceur“.

Comment peut-on ainsi enjoliver la perte de, ne fût-ce qu'un seul emploi dans une région sinistrée comme le Borinage ! Chaque prépensionné qui n'est pas remplacé, est un chômeur en plus. Aucun plan "Objectif 1" ne peut rendre à la classe ouvrière du Hainaut les milliers d'emplois que les capitalistes

ont détruits. Par contre, l'introduction des 32 heures avec embauches compensatoires payées par les capitalistes peut créer 340.000 emplois. Pas de politique "douce" à l'égard des capitalistes, il faut faire payer les riches ! La lutte pour l'emploi est une lutte classe contre classe. Les travailleurs de Kemira ne se feront pas berner ni par le patronat, ni par leurs porteurs d'eau.



Le PDG Gandois en personne a dû intervenir et concéder !

Salaires et embauches : grève du magasin Ferblatil Tilleur

Le 28 juin, les 61 ouvriers du magasin Fer-blanc, filiale de Cockerill-Sambre, entament une grève pour une augmentation salariale et des emplois en plus. Face à la détermination des travailleurs, la direction recule partiellement, malgré le carcan du plan global.

Johnny Coopmans

Avec leur 137 frs de salaire horaire de base (sans les primes), les travailleurs du magasin Ferblatil sont parmi les plus mal payés des usines de Cockerill-Sambre Liège. En plus, depuis deux ans, 17 pré-pensionnés n'ont pas été remplacés. L'emploi est passé de 78 à 61 pour faire les mêmes tonnages.

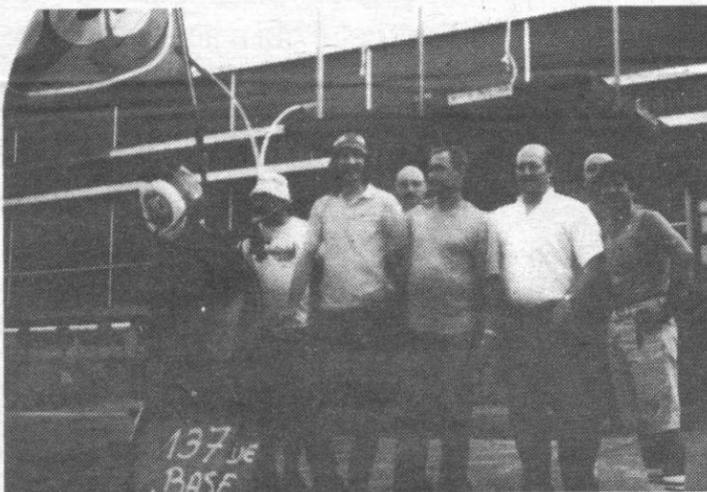
Les grévistes reçoivent l'aide active du PTB

Les travailleurs ont commencé par interdire l'entrée de l'usine de Ferblatil aux cadres et employés. Le 1er juillet, la direction décide un lock-out. Mais les ouvriers sont déterminés. Le piquet, en front commun, est composé en permanence de vingt, trente voire

cinquante personnes. La chaleur est torride. Quelques barbecues sont organisés. On regarde les matchs du Mondial. Mais on ne bouge pas.

Les tracts du PTB sont bien reçus et lus. Un délégué nous déclare qu'il a voté pour nous et deux grévistes prennent les feuilles de parrainage pour récolter des signatures pour les élections communales et provinciales.

La grève du magasin fer-blanc n'est qu'un conflit de plus dans la sidérurgie liégeoise ces dernières semaines. Mais cette fois, la „petite“ grève devient la „une“ de l'actualité sociale du pays. Le patronat craint que ce conflit n'envenime les différentes négociations sur la restructuration en cours à Cockerill-Sambre. Le patronat, aidé par les médias, fait croire que cette grève entraîne une



Une première brèche dans le plan de restructuration de la direction de Cockerill-Sambre.

paralyse de toute la firme. Mais le PTB, seule force politique active dans la grève, diffuse un tract pour expliquer les raisons du conflit aux autres divisions du groupe.

Une hausse salariale de 8 frs en moyenne

Lundi 11 juillet, les négociations avec la direction échouent. Le lendemain, les délégations mon-

tent à Bruxelles pour rencontrer Jean Gandois, le patron de Cockerill-Sambre. Celui-ci accepte de les recevoir de crainte de ne pas enrayer les discussions sur la rationalisation. Il cède sur certaines revendications.

Les ouvriers demandaient une hausse de 13 frs et des emplois en plus. L'accord prévoit une augmentation de 3 frs au premier juillet, de 4 frs supplémentaires au

1er juillet 1995 et une prime de 10.000 frs pour le travail excédentaire. Ce qui donne une hausse moyenne de 8 frs, tenant compte des primes de productivité et de pause appliquées à Ferblatil. Mais les pontiers et les tractoristes sont les parents pauvres de l'accord. Si l'on fait plus de 250.000 tonnes, il y aura 4 temporaires en plus, en fonction du niveau de production. Lors de la présentation de l'accord à l'assemblée générale, le 14 juillet, le délégué principal Franco Fumara (FGTB) déclare qu'ils ont obtenu 80% de l'objectif. Il ajoute que, compte tenu du carcan imposé par le plan global, ce n'est pas trop mal. Aller plus loin aurait mis en danger l'entreprise et il faut se préparer à de nouvelles restructurations afin d'assurer la compétitivité. Adrien Guidolin de la CSC, approuve les dires de la FGTB.

Les ouvriers les plus combattifs veulent aller plus loin; mais leur demande d'un vote sur les propositions est refusée. Il n'en reste pas moins que le conflit du magasin fer-blanc a été une première brèche contre les plans de restructuration de la direction de Cockerill-Sambre.

Création de la Fondation Jean Patti

Un syndicaliste qui reste dans nos mémoires

Le 6 juillet 1993, le camarade Jean Patti nous quittait. Un an plus tard, sa famille, ses amis et ses camarades de combat décidèrent de créer une fondation à son nom. Extraits de cette commémoration.

Lieve Dehaes

Johnny Coopmans, secrétaire politique du PTB Liège, rappela que Jean était communiste et syndicaliste de combat. Après la chute de l'URSS, sa première réaction était que l'anticommunisme et le capitalisme allaient se développer davantage, aussi bien en URSS, qu'ici et dans le tiers monde. C'est à ce moment que Jean, ancien militant du PC, a décidé d'adhérer à l'Amicale du PTB. Pour Jean, le seul avenir c'était le communisme. Il ne fut plus là pour la grève générale contre le plan global, ni pour constater la montée du

fascisme lors des élections européennes. Face aux deux ennemis principaux des travailleurs, à savoir la social-démocratie, qui démobilise le syndicat par sa politique, et le fascisme, le PTB veut que la mémoire de Jean reste entière.

Julio, ami proche et camarade de combat syndical, nous fit part du vide que Jean avait laissé au sein de la délégation syndicale. Il a remplacé Jean comme délégué sécurité hygiène à Ferblatil. Souvent Julio s'est demandé ce que Jean aurait fait, comment lui aurait réagi. Pour les élections sociales, il avait 400 voix à Ferblatil et occupait ainsi la deuxième place. Hubert, délégué CSC à Ferblatil, nous rappela que souvent ils avaient lu ensemble le livre „Le temps travaille pour nous“, où le critère principal pour le travail d'un communiste est la présence dans les masses organisées, que ce soit à la CSC ou à la FGTB. LaComme délégué sécurité hygiène, Jean se référait à son engagement communiste, menant le combat au niveau de la production, le noeud même du capitalis-



Julio Jimenez rend hommage à Jean Patti, à qui il a succédé comme délégué sécurité-hygiène à Ferblatil.

me. Sa conviction communiste n'était pas un handicap dans son travail syndical, mais plutôt un atout. Même isolé, il a appliqué la ligne de masse. Le plus bel exemple de cette ligne était sa mission aux Philippines, montrant également son internationalisme. Hubert termina par la lecture d'un poème inspiré de Pablo Neruda, cher à Jean (voir ci-contre).

Lieve Dehaes, médecin traitant de Jean à Médecine pour le Peuple, est certaine que Jean aurait bloqué de nouveau le carrefour de la Banque à Seraing lors de la grève contre le plan global. Il se serait révolté contre la politique anti-réfugiés de Tobback, tel qu'il l'avait fait pour les réfugiés chiliens. Il aurait doublé ses efforts

pour qu'Objectif 479.917 réussisse après la nouvelle montée du fascisme. Il aurait dit : „oui, ton mari doit partir au Rwanda“. Mais avant tout, Jean nous a laissé son testament politique : une semaine avant son décès, il m'a offert le buste de Lénine, ramené d'URSS et soigneusement gardé dans sa chambre. „Je te le donne et je sais que je le donne à un militant du PTB“.

La lutte du peuple philippin était chère à Jean. S'il avait eu les moyens, il aurait été jusqu'au bout : un projet soutenant le peuple philippin. Ainsi, la fondation choisit pour 1994 un projet pour le développement des soins de santé à Bicol, projet également reconnu dans le cadre 11.11.11.

Je vais vivre

Inspiré de Pablo Neruda

Je vais vivre.
Je ne meurs pas. Je pars.
En ce jour où
partout les volcans se
réveillent,
je pars vers les masses,
vers la vie.
Je dépose ici mes dernières
dispositions
maintenant que les bandits
sont en chemin,
en arborant la culture
occidentale,
avec des machettes qui tuent
au Rwanda,
avec les avions B 52, et
l'embargo sur l'Irak,
et tous leurs autres
mensonges.
Avec le nationalisme et le
fascisme,
qui déchirent la Yougoslavie,
et tant d'autres choses
encore.
Je suis là avec des paroles
et des peuples et des
chemins,
qui m'attendent
et qui frappent de leurs
mains pleines
d'étoiles à ma porte.



Jean Patti.